



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Occitanie**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° DREAL-UD11/66-C1-2026-016

à l'arrêté préfectoral n° DREAL-UD11-2017-039 du 08 novembre 2017 actualisant les prescriptions techniques applicables à ORANO CE pour l'exploitation de son installation située sur la commune de NARBONNE, lieu-dit Malvési, et relatif aux actions à mener sur la zone « lagunes » du site

**Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses livres 1^{er} et V ;

Vu le décret du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de sous-Préfète, Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aude, sous préfète de Carcassonne ;

Vu le décret du 16 juillet 2025 portant nomination de Monsieur Alain BUCQUET en qualité de préfet de l'Aude ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2025-081 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 juin 2015 relatif aux installations mettant en œuvre des substances radioactives, déchets radioactifs ou résidus solides de minerai d'uranium, de thorium ou de radium soumises à autorisation au titre de la rubrique 1716, de la rubrique 1735 et de la rubrique 2797 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012107-0006 du 1er août 2012 réactualisant les prescriptions techniques applicables aux installations de purification de concentrés uranifères et de fabrication de tétrafluorure d'uranium exploitées par la Société COMURHEX et situées sur le territoire de la commune de NARBONNE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013336-0001 du 28 novembre 2013 autorisant le changement d'exploitant des installations de purification de concentrés uranifères et de fabrication de tétrafluorure d'uranium situées sur le territoire de la commune de NARBONNE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DREAL-UID11-2017-39 du 8 novembre 2017 actualisant les prescriptions

techniques applicables aux installations de purification de concentrés uranifères et de fabrication de tétrafluorure d'uranium exploitées par la Société AREVA NC et situées sur le territoire de la commune de NARBONNE et autorisant l'exploitation d'une unité complémentaire dénommée TDN (Traitement des Nitrates) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DREAL-UD11-2018-022 du 22 mai 2018 fixant des prescriptions complémentaires d'exploitation applicables aux installations de la Société Orano Cycle Malvés, situées sur le territoire de la commune de NARBONNE (CERS) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DREAL-UD11-2018-024 du 5 juin 2018 fixant des prescriptions complémentaires d'exploitation applicables aux installations de la Société Orano Cycle Malvés, situées sur le territoire de la commune de NARBONNE (réexamen périodique de l'étude de dangers) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DREAL-UD11-2018-032 du 8 juillet 2018 fixant des prescriptions complémentaires d'exploitation applicables aux installations de la Société Orano Cycle Malvés, situées sur le territoire de la commune de NARBONNE (aérogommage) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DREAL-UD11-2018-037 du 26 juillet 2018 fixant des prescriptions complémentaires d'exploitation applicables aux installations de la Société Orano Cycle Malvés, situées sur le territoire de la commune de NARBONNE (production de dioxyde d'uranium) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DREAL-UD11-2020-022 du 4 mai 2020 fixant des prescriptions complémentaires d'exploitation relatif à la capacité d'effectuer des prélèvements et des mesures dans l'air environnant, applicables aux installations de la Société Orano Cycle Malvés, situées sur le territoire de la commune de NARBONNE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DREAL-UD11-2020-037 du 9 juillet 2020 fixant des prescriptions complémentaires d'exploitation applicables aux installations de la Société Orano Cycle Malvés, situées sur le territoire de la commune de NARBONNE (traitement des effluents acides) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DREAL-UD11-2020-055 du 13 novembre 2020 complémentaire à l'arrêté préfectoral n° DREAL-UD11-2017-039 du 08 novembre 2017 réactualisant les prescriptions techniques que doit respecter la Sté ORANO Cycle Malvés pour l'exploitation de son usine située sur la commune de NARBONNE et relatif aux dispositions applicables en cas de période de sécheresse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DREAL-UD11-2020-079 du 17 décembre 2020 autorisant le changement d'exploitant au bénéfice de la Société Orano Chimie-Enrichissement, de l'exploitation des installations de purification de concentrés uranifères et de fabrication de tétrafluorure d'uranium situées sur le territoire de la commune de NARBONNE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DREAL-UD11/66-2023-050 du 29 juin 2023 portant prescriptions complémentaires à la Société Orano Chimie-Enrichissement Malvesi pour ses installations sises sur la commune de Narbonne (réexamen quinquennal de l'étude de dangers) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DREAL-UD11/66-C1-2023-075 portant régularisation de l'arrêté préfectoral n° DREAL-UID11-2017-39 qui actualise les prescriptions techniques applicables aux installations de purification de concentrés uranifères et de fabrication de tétrafluorure d'uranium exploitées par la Société ORANO Chimie Enrichissement sur le territoire de la commune de NARBONNE et qui autorise l'exploitation d'une unité complémentaire dénommée TDN (Traitement Des Nitrates) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-UD11/66-C1-2025-060 à l'arrêté préfectoral

n° DREAL-UD11-2017-039 du 08 novembre 2017 actualisant les prescriptions techniques applicables à ORANO CE pour l'exploitation de son installation située sur la commune de NARBONNE, lieu-dit Malvési, et relatif aux travaux de réhabilitation et de rehausse des bassins B9, B10 et B12 ainsi qu'aux valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires avant rejet ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DREAL-UD11/66-C1-2026-006 portant imposition de mesures immédiates d'urgence prises à titre conservatoire à l'encontre de la société ORANO CE pour l'installation qu'elle exploite sur la commune de NARBONNE, lieu-dit Malvési ;

Vu la transmission de ce projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant, dans le cadre de la procédure contradictoire, le 2 février 2026 ;

Considérant qu'un épisode pluvieux, de type méditerranéen, de forte intensité s'est déroulé du 18 au 22 janvier 2026 sur le département de l'Aude, et a touché particulièrement l'Est du département Audois et la commune de Narbonne sur laquelle est située l'installation ORANO Malvesi ;

Considérant que cet événement a entraîné, d'une part, la saturation des ouvrages de recueil (bassins d'eaux pluviales) et de traitement des eaux pluviales (osmose inverse) de l'installation d'ORANO Malvesi ce qui a conduit à un rejet direct des eaux pluviales du site ;

Considérant que cet événement a entraîné, d'autre part, un apport d'eau météorique important dans les bassins procédés de l'installation (bassins d'évaporation) ce qui a conduit à une hausse du niveau d'effluents entreposés et une hauteur de garde dépassée dans plusieurs bassins les 20, 21 et 22 janvier ;

Considérant que le bassin identifié « B9 » est actuellement en travaux de rehausse et donc indisponible pour le recueil des effluents de procédés ;

Considérant que dans cette situation d'indisponibilité du bassin B9, à l'issue de l'évènement pluvieux de type méditerranéen de janvier 2026, les bassins d'entreposage des effluents procédés sont proches de leur capacité et des hauteurs de garde réglementaires à maintenir ;

Considérant que cette hauteur de garde permet de contenir un volume pluvial de 35 cm, identifié comme correspondant à un épisode centennal sur 48H00 ;

Considérant la décision de la Direction du site, publiée dans un communiqué le 30 janvier qui indique que « *par anticipation de nouveaux épisodes pluvieux au cours des prochaines semaines et alors qu'un des bassins est actuellement en travaux, la direction a décidé, par mesure de précaution, de ne pas redémarrer la production* » ;

Considérant que des événements climatiques similaires peuvent se reproduire, notamment et de façon plus marquée sur les périodes d'hiver, de printemps et d'automne ;

Considérant en conséquence qu'il apparaît nécessaire que l'exploitant définisse rapidement des dispositions d'urgence pour sécuriser l'entreposage des effluents de procédés et limiter l'impact des risques des pluies à venir dans des délais très courts ;

Considérant par ailleurs que, dans ce contexte où le site, et particulièrement les bassins d'évaporations des effluents de procédés, apparaissent vulnérables aux risques naturels, il convient également de prendre des dispositions réglementaires pour solliciter notamment :

- la mise à jour de l'étude de danger du site sur la partie "risques naturels", notamment vis à vis

des risques pluviométriques, inondations et stabilité des ouvrages, et ce avant la prochaine période propice à ces phénomènes soit l'automne 2026 ;

- la transmission d'une étude technico-économique présentant les différentes voies envisagées pour réduire l'entreposage des effluents de procédés sur le site, ainsi que le calendrier de mise en œuvre associé et engageant sous un délai d'un an.

Considérant que la mise en œuvre des dispositions d'urgence pour sécuriser l'entreposage des effluents de procédés et limiter l'impact des risques des pluies à venir est un préalable nécessaire au redémarrage de l'installation ;

Considérant qu'il convient donc de prescrire la réalisation de ces actions et les délais associés ;

Considérant que, dans ce cadre, il est nécessaire de compléter l'arrêté préfectoral n° DREAL-UID11-2017-39 du 8 novembre 2017 tel que régularisé par l'arrêté préfectoral n°DREAL-UD11/66-C1-2023-075 actualisant les prescriptions techniques applicables aux installations de purification de concentrés uranifères et de fabrication de tétrafluorure d'uranium exploitées par la Société AREVA NC et situées sur le territoire de la commune de NARBONNE ;

Considérant qu'en vertu de l'article L.512-20 du code de l'environnement, le Préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités sans avis du CODERST ;

Considérant la réponse de l'exploitant à ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire en date du 3 février 2026 ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Sécurisation de l'entreposage des effluents de procédés

La société ORANO CE dont le siège est situé 125, avenue de Paris, 92320 Châtillon, est tenue de :

- sous 7 jours, proposer la mise en place de dispositions d'urgence pour sécuriser l'entreposage des effluents de procédés sur son site de Malvesi, et limiter les risques de débordement, notamment par apport d'eau de pluie ;
- d'ici le 1^{er} septembre 2026, transmettre une mise à jour de son étude de danger de son site de Malvesi sur la partie "risque naturel", notamment vis à vis des risques pluviométriques, inondations, ruissellement et stabilité des ouvrages (l'ensemble des bassins d'évaporation et d'entreposage d'effluents de procédés et leurs digues), en prenant notamment en compte l'évènement pluvieux de janvier 2026 ;
- sous 12 mois, transmettre une étude technico-économique présentant les différentes voies envisagées pour réduire l'entreposage des effluents de procédés sur son site de Malvesi, ainsi que la stratégie retenue et le calendrier de mise en œuvre associé.

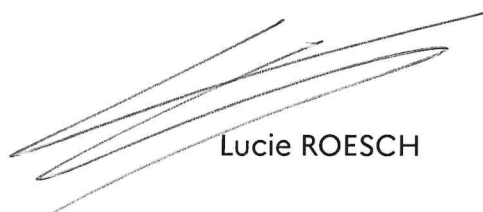
ARTICLE 5 – Exécution et ampliation

Le Préfet de l'Aude, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie en charge des installations classées, le Maire de Narbonne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera notifiée administrativement à l'exploitant – Orano CE dont le siège social est situé 125, avenue de Paris 92320 Châtillon .

Carcassonne, le

04 FEV. 2026

La Secrétaire Générale,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, fluid strokes that form a stylized, elongated shape.

Lucie ROESCH

Les délais pré-cités courent à partir de la date de notification de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 2 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3 – Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° une copie de l'arrêté préfectoral complémentaire est déposée en mairie de la commune de Narbonne et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de Narbonne pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° l'arrêté est adressé au conseil municipal de Narbonne ;

4° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aude, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 4 – Délais et voies de recours

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Cette décision peut-être déférée devant le tribunal administratif de Montpellier, soit par courrier adressé au 6 rue Pitot – CS 99002 – 34063 MONTPELLIER Cedex 02, soit par voie électronique sur le site <https://www.citoyens.telerecours.fr>.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 512-7, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues à l'article 3 ci-dessus ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision .

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.